

## Bulletin d'histoire politique

# Charles de Gaulle et le Québec 1967-1997 Un éloignement littéraire instructif

Charles Halary



Volume 5, numéro 3, été 1997

Mémoire et histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063623ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063623ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Halary, C. (1997). Charles de Gaulle et le Québec 1967-1997 : un éloignement littéraire instructif. *Bulletin d'histoire politique*, 5(3), 42–61.  
<https://doi.org/10.7202/1063623ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# **Charles de Gaulle et le Québec 1967-1997 un éloignement littéraire instructif**



**Charles Halary**  
département de sociologie  
Université du Québec à Montréal

De tous les voyages lointains effectués par de Gaulle durant sa présidence, celui du Québec en 1967 est encore le plus durable dans ses conséquences politiques. C'est pour cette raison que trente ans plus tard il engendre encore une certaine littérature. Durant cette période, une vaste bibliographie a peu à peu entouré cet événement qui marque la déclaration politique d'existence du Québec au monde. Trente ans, c'est l'espace d'une génération. Celle qui a permis aux babyboomers de commencer à prendre les premiers postes de pouvoir. Si, avec le temps, tout s'en va, dit la chanson (Ferré) c'est sans compter sur les historiens qui ont construit peu à peu la légende du balcon de l'hôtel de ville de Montréal. Avec l'éloignement que permet la littérature, ce voyage est aujourd'hui la source de nouvelles réflexions littéraires aussi instructives pour les jeunes à l'aube de l'an 2000 que les émotions du moment présent avaient pu l'être pour leurs parents.

Dans un monde qui a entièrement été bouleversé, l'action du général de Gaulle apparaît comme une survivance d'autres temps et mœurs. En Amérique latine ou en Asie, il ne reste plus grand chose des initiatives anciennes de Phnom Penh, La Paz ou Mexico. Les grandes caractéristiques internationales de la France gaullienne sont même en voie de disparition. L'armée française réintègre les structures militaires de l'OTAN dirigées par les États-Unis. Le franc va être remplacé par l'euro. L'Union européenne de Bruxelles multiplie les juridictions supranationales et permet à la langue anglaise de se substituer au français comme moyen de communication intérieure. L'État jacobin se dissout avec les régions et les privatisations. La

population africaine immigrée, à défaut de s'intégrer, devant l'hostilité du Front National répercutée par une majorité de la classe politique commence à écouter les discours intégristes musulmans. Les inégalités économiques intérieures les plus fortes depuis la dernière guerre accroissent ce qui a été appelé la «fracture sociale». La mondialisation a remis en cause un assemblage social vieux d'un demi-siècle. La France gaullienne a donc vécu. Elle réapparaîtrait peut être mais par des circonstances aussi dramatiques que celles qui l'ont vu naître.

Dans cet univers apaisé et tranquille, le modèle québécois ou canadien est devenu un point de référence accepté dans les cercles du pouvoir. Jacques Chirac tente de ranimer une flamme gaullienne intermittente que personne ne voit cependant briller. Les commentateurs n'hésitent plus à faire des parallèles plus ou moins ésotériques entre l'avenir de la France et celui du Québec. Les missions françaises parcourent la vallée du Saint-Laurent pour y glaner quelques idées créatives. Elles suivent ainsi, parfois sans le savoir, l'impérieux conseil du vieil homme de 1967.

Ce lointain écho gaullien, alors surtout destiné à protéger des hiérarchies intérieures, ne peut cependant plus se substituer à une mobilisation sociale qui fait fâcheusement défaut. Or, c'est justement cette hiérarchie structurée de pouvoir qui avait vu se lever contre de Gaulle toutes les forces vives de la France au cours du mouvement social de mai-juin 1968. Dans l'esprit des jeunes d'alors, rien n'était plus hypocrite que ses encouragements à la mobilisation populaire au Québec et ailleurs en regard du verrouillage politique imposé à la société française. Cette ancienne jeunesse barricadière des classes moyennes a fini par s'imposer au cours des années 80. Elle n'a cependant pas donné de nouveaux points de repères à la génération suivante qui la perçoit comme celle qui lui a fermé les portes de la jouissance sociale. La jeunesse française actuelle n'a plus le nombre comme force d'impact, elle est divisée et n'a plus de messagers qui indiquent au monde ses intentions et ses perspectives d'avenir. Elle est aussi devenue beaucoup plus mobile. Parmi toutes ses destinations de voyage, le Québec lui paraît représenter le seul pays avec lequel la France sera toujours en osmose culturelle. Ce simple fait démontre que la perspective gaullienne de 1967 a engendré une nouvelle facette du caractère national français qui s'impose tranquillement et qui fait coexister la nostalgie de la grandeur crispée avec celle de l'Amérique détendue.

Après l'utopie algérienne et le rêve africain, c'est désormais le mythe québécois qui alimente les esprits créatifs des nouvelles générations françaises alertées par les échos lointains du discours de 1967. La disjonction de la

diplomatie et de la politique intérieure était typique du mouvement gaulliste. C'est ce qui avait permis, selon André Malraux, un certain partage des influences avec le premier parti de France, celui du communiste Maurice Thorez. Cette ancienne division du travail politique explique pourquoi les querelles extrémistes théâtrales ont encore cours en France. Entretien par le drame algérien, elles semblent avoir un bel avenir devant elles. Aujourd'hui, le partenariat durable que de Gaulle voulait avec l'Algérie indépendante est remis en cause par une menace islamiste persistante. En effet, si l'indépendance algérienne a permis la consolidation du général de Gaulle au pouvoir, le souvenir de son action n'est plus guère présent dans les esprits. L'Algérie est maintenant déchirée par une guerre civile épuisante où la langue française est peu à peu effacée sur fond de querelles claniques. La population de langue maternelle française qui s'y trouvait avait déjà disparu en 1962. En 1963, en envoyant Malraux au Québec, de Gaulle confirmait son intérêt pour le seul foyer de langue française en dehors d'Europe.

Du point de vue de la France et de ses relations extérieures, le sort de l'Algérie, qui a structuré le gaullisme institutionnel, démontre que le refus d'une francité multipolaire est à la fois le principal garant de l'identité française, forgée par Richelieu, Louis XIV, Napoléon et stabilisée par la République («une et indivisible»), mais aussi la cause essentielle de son incapacité à se répandre dans le monde comme principe culturel fédérateur. Le vieux débat principiel entre Jacobins et Girondins se retrouve aujourd'hui entre la France et les États-Unis. Cette conception centralisatrice de la francité, depuis la révocation de l'Édit de Nantes en 1685, a été la cause majeure de ses difficultés pour mondialiser ses perspectives autrement qu'en projetant vers l'extérieur un miroir parfois complaisant. Depuis les vagues de centaines de milliers de huguenots persécutés, des migrants économiques quittant le pays le plus peuplé d'Europe jusqu'à Napoléon et celle du départ massif mais oublié pour l'Amérique, la France officielle a vu se dissoudre loin d'elle des populations françaises sans s'y intéresser (1). L'opinion intellectuelle courante colporte toujours l'idée erronée que les Français ne s'expatrient pas... avec comme seule exception admise, bien sûr, le Canada. Ainsi, des centaines de milliers de citoyens français ont quitté leur patrie sans qu'aujourd'hui le monde des historiens se soit fixé pour tâche d'en rendre compte.

Dans un avenir prévisible, la langue française ne sera constitutive d'une culture populaire stable qu'à partir de la France en Europe occidentale et du Québec en Amérique du Nord. Partout ailleurs, le français n'est qu'une langue administrative qui peut être remplacée rapidement par une autre

langue européenne ou encore par la langue régionale, comme l'arabe par exemple. Parallèlement, un réseau en décroissance d'institutions scolaires privées destiné à une clientèle aisée quadrille les grandes métropoles mondiales pour y drainer quelques dizaines de milliers d'enfants dont les parents identifient encore le français à une grande langue de culture. Ces constatations donnent toute sa pérennité à l'action exceptionnelle du général de Gaulle au Québec en tant que responsable suprême de la France. Il est à peu près seul à comprendre que l'avenir mondial de son pays passe par le Québec. Pour l'ensemble de la classe politique française, ce message n'est pris au sérieux que depuis peu : après la fin des deux septennats de François Mitterrand qui ont vu renaître ce que Didier Motchane a appelé un atlantisme en charentaises, celui des rentiers provinciaux à patrimoine hérité. Cette interrogation sur la francité n'a pas que des aspects positifs. Elle provoque aussi une introspection qui, avec la montée populaire du Front national, tend à passer du nombrilisme à la xénophobie ordinaire désormais fort populaire.

Cet avatar de l'aventure coloniale africaine fait du Québec une présence surprenante dans l'univers politique français qui ne peut raisonner qu'en termes d'étrangeté ou de colonie pour désigner le monde extérieur (2). Contrairement à l'établissement soigneusement planifié de la Nouvelle-France dont est issue la société québécoise actuelle, l'Algérie avait été l'exemple typique d'une colonisation de peuplement irréfléchie (dénoncée par Auguste Comte, le fondateur de la sociologie mais bizarrement approuvée par Karl Marx) lancée à la suite de la conquête d'Alger sur l'Empire ottoman par Charles X en 1830 et étendue constamment par Napoléon III et la III<sup>e</sup> République. Ce qui devait arriver arriva et le monde arabe a repris ses droits sur une terre qui n'aurait jamais pu être française et chrétienne ni en fait, ni en droit. Écartée de la direction des affaires mondiales par les défaites de la Bérézina, Trafalgar et Waterloo, la France, de la Restauration à la Troisième République, a recherché, poussée par la Prusse de Bismarck, un nouvel empire sur le continent africain et en Indochine, le deuxième au monde après l'Angleterre. Entre 1954 et 1962, en huit années, cet immense empire colonial s'est évaporé. C'est à ce moment que la recherche d'une forme nouvelle de rayonnement de la présence française dans le monde s'est manifestée au plus haut niveau de l'État. En effet, la République française, sans ses colonies, avait perdu sa zone d'exercice effectif de pouvoir planétaire. C'est durant cette période qu'elle a opéré un virage européen en signant le Traité de Rome de 1957 et en faisant de l'entente franco-allemande l'axe stratégique de sa politique extérieure. À la même époque, les anciennes élites africaines (Algérie exceptée) qui avaient participé aux insti-

tutions parlementaires françaises, ont inventé le concept commode de francophonie pour permettre le prolongement, dans l'identité linguistique, du lien qui avait été originellement celui de la subordination politique. La nouvelle inquiétude parisienne de cette période a été celle de l'avenir de la modernité française confrontée à l'Amérique du Nord, moderne par définition, dont la domination sur le camp occidental était absolue. De Gaulle, après avoir transformé en épisode l'humiliante défaite de 1940 et inhibé la collaboration subséquente de l'esprit des Français et du reste du monde, devenait l'artisan d'une autre mutation théâtrale. L'effondrement de l'Empire colonial français, de la défaite de Dien Bien-Phu en 1954 jusqu'à l'exode catastrophique du million de citoyens français d'origine européenne hors d'Algérie en 1962, a été interprété par de Gaulle comme une contrainte de la modernité et le moment obligé à partir duquel la France allait tendre la main aux peuples du «Tiers-Monde», terme inventé (comme analogie avec le Tiers-État) par le démographe Alfred Sauvy.

Pour se garder une marge de manœuvre face aux États-Unis, de Gaulle a cherché alors à construire de toutes pièces un équilibre historique imaginaire présentant la France comme une puissance neutre située entre les deux Grands en développant une force atomique symbolique, en reconnaissant la Chine populaire (3), en sortant du commandement militaire de l'OTAN et en dialoguant «d'égal à égal» avec Moscou. Cette extraordinaire manœuvre politique permettait à une ancienne puissance coloniale de disputer à Moscou (également à la tête d'un empire en Eurasie) le soutien aux luttes du «Tiers-Monde» dirigées contre les États-Unis en expliquant à ceux-ci que mieux valait des Français, fidèles alliés quant au fond des choses, que des Russes, ennemis stratégiques (4). Cette transformation a engendré un anti-américanisme de façade nécessaire pour équilibrer à l'intérieur l'influence d'un parti communiste omniprésent. Il satisfaisait, de plus, une droite nostalgique du régime de Vichy. Celle-ci, vouant le libéralisme aux gémonies, n'avait pas apprécié le soutien officiel des États-Unis au F.L.N. algérien ni la manière dont Washington s'était substitué brutalement à la France à Saïgon.

On comprend pourquoi avec l'effondrement de l'URSS, ce jeu de bascule est devenu impossible. D'équilibre fort complexe, il ne pouvait être mené que par une intelligence politique de premier plan. De l'autre côté de l'Atlantique, une équipe ambitieuse, à peine sortie du statut colonial, observait ce général avec grand intérêt. Elle souhaitait faire du Canada une puissance moyenne semblable à la France. La saga gaullienne, dès les premiers moments de son apparition sur la scène mondiale, recevait ainsi son soutien inattendu, celui d'un gouvernement installé à Ottawa.

C'est en effet le gouvernement canadien en pleine recherche d'autonomie face à Londres et Washington qui avait, dès les premiers moments de la résistance française au régime de Vichy, apporté son soutien actif à de Gaulle pour lui fournir une aviation à Montréal (aéroport de Cartierville) et une marine en Atlantique Nord (à Halifax en Nouvelle-Écosse). En décembre 1941, c'est encore le gouvernement canadien qui a préparé et protégé la prise par de Gaulle des îles Saint-Pierre, Langlade et Miquelon sous l'administration du régime de Vichy. Cet événement, dont les historiens et journalistes méconnaissent généralement l'importance, avait soulevé l'ire de Cordell Hull et du président Roosevelt qui observaient avec agacement ces nouvelles convergences surprenantes entre leur paisible voisin du Nord et le général français exilé dont la célébrité était ainsi consacrée par les médias américains toujours avides de montrer que Goliath, en l'occurrence les forces de l'Axe, pouvait être terrassé par David, le frère général d'une impossible France libre.

La carte «de Gaulle» est à ce moment jouée par la diplomatie canadienne en émergence car la carte «Pétain» (représentée par le diplomate canadien Pierre Dupuy à Vichy, le même qui accueille de Gaulle en 1967 en tant que commissaire à l'Exposition universelle de Montréal) favorise les milieux nationalistes de droite qui se reconnaissent, pour les plus modérés, dans Lionel Groulx. Ces milieux exigent et obtiennent le maintien de la reconnaissance officielle (à l'image de Washington) du gouvernement de Vichy, alors que Londres rompt avec lui dès sa formation. Ils intriguent même de manière rocambolesque pour favoriser le retour de la royauté en France en cherchant à substituer au drapeau tricolore républicain le fleurdelysé de la monarchie des Bourbons qui sera cependant imposé au Québec par Duplessis en 1948 en lieu et place de l'oriflamme des Patriotes de 1837-38. L'opinion courante au Québec les favorise. De Gaulle est présenté comme le glaive, Pétain comme le bouclier, c'est-à-dire secrètement unis contre l'envahisseur nazi.

Cette forte présence pétainiste dans les réseaux diplomatiques francophones du Canada gêne de plus en plus la stratégie libérale d'Ottawa qui veut s'imposer sur la scène mondiale comme la plus petite des grandes puissances alliées en lutte contre le nazisme. En effet, Ottawa veut profiter de l'effort de guerre pour devenir la capitale d'un grand pays qui veut délivrer lui-même sa citoyenneté (immigration et passeport), mener ses alliances de manière autonome et être considéré comme un égal par Londres et Washington. Cette volonté de puissance du Canada naissant sur la scène mondiale accompagne avec sympathie cette puissance virtuelle qu'est alors la France Libre gaulliste.

Ce sont donc des fédéralistes centralisateurs, sereins et ambitieux qui vont soutenir le mysticisme historique du général de Gaulle dès 1940 contre la majeure partie des dirigeants politiques et intellectuels du Québec dont les sympathies vont, jusqu'en août 1944 à la libération de Paris (présentée par *Le Devoir* comme un affront fait à Vichy), à Pétain et qui seront ensuite, par anticommunisme, les protecteurs de miliciens, comme Jacques de Bernonville, poursuivis par le gouvernement provisoire du général de Gaulle et ses successeurs.

À cette époque, il n'y a aucune ambiguïté possible: de Gaulle est clairement partisan d'un gouvernement canadien centralisé qui l'aide à armer la France Libre, à favoriser sa reconnaissance auprès des États-Unis (5) et à lui permettre de contester la légitimité internationale du régime de Vichy qui a conservé intact le réseau diplomatique de la III<sup>e</sup> République. Vichy avait été reconnu officiellement par le Canada et les États-Unis jusqu'en novembre 1942 (même après l'affaire de Dieppe!) qui a vu l'armée allemande envahir la «zone libre» à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord encore sous administration pétainiste. Après avoir hésité entre Darlan et ensuite Giraud, les Alliés, avec au premier rang le gouvernement canadien, reconnaissent enfin le général de Gaulle comme chef d'un gouvernement français en exil. La légation de Vichy à Ottawa est ainsi devenue en 1943 une des premières ambassades de la France combattante. Ce rôle très actif d'Ottawa a entraîné la première visite du général au Canada en juillet 1944 entre le débarquement de Normandie et la libération de Paris par la 2<sup>e</sup> DB. C'est également à ce moment que les Canadiens ont permis à de Gaulle de s'informer sur l'invention de l'arme atomique par les Américains. Ottawa avait acquis dans cette guerre le statut de puissance mondiale, possédait une bonne partie de la technologie suprême du nucléaire (les réacteurs grâce à l'ancienne équipe de Joliot-Curie) et se cherchait activement des alliés pour constituer un front des puissances moyennes qui lui permettrait de négocier avec les États-Unis sa propre autonomie.

De Gaulle a probablement été un des premiers sollicités. Cette alliance a été nouée très officiellement, en tant que chef du gouvernement français réinstallé à Paris, en été 1945 à la fin de la guerre, au cours de son deuxième voyage. Le Canada fournissait alors une aide matérielle considérable pour reconstruire la France. Celle-ci se tenait aux côtés du gouvernement fédéral dans sa volonté de conquérir une reconnaissance diplomatique autonome et menait, par son ambassadeur Francisque Gay, une campagne de dénonciation de la censure duplessiste dans le domaine culturel en particulier pour défendre le cinéma français à Montréal. De son côté, le régime de Duplessis,



entre 1944 et 1960, se situe dans le sillage de la politique de Washington et ouvre le Québec aux firmes américaines en décourageant l'installation d'entreprises françaises. La France républicaine reçoit pourtant le soutien d'Ottawa pour conforter une jeune industrie nucléaire. Cette convergence systémique entre Ottawa et Paris est empreinte d'un esprit de résistance face aux volontés de Washington de contrôler dans les moindres détails l'avenir de l'Occident. À partir de 1946, de Gaulle quitte la scène gouvernementale et tout pourrait basculer dans le sens voulu par Washington.

### *La décade américaine*

Les États-Unis prennent la direction sans partage de leur nouvel empire économique et mènent des guerres chaudes en Asie (Corée, Indochine) et froides en Europe. En 1960, leur tranquillité continentale est cependant troublée par la barbe de Fidel Castro dont, après presque quarante années de règne, ils n'ont toujours pas admis la légitimité. L'URSS s'implante en Amérique avec les guérillas. Les années 1950 sont celles de l'*American dream* qui a pour symétrique le cauchemar communiste.

En Amérique du Nord, il faut alors parler de régression culturelle généralisée et de «chasse aux sorcières» (de Chaplin par exemple). Les intellectuels nord-américains créatifs prennent, comme les jazzmen, le chemin de l'Europe et surtout de Paris. Les artistes du Québec font la même chose. Au contraire, les nostalgiques les plus en vus du régime de Vichy émigrent au Canada, en Espagne ou en Amérique latine pour échapper à la justice française républicaine enfin rétablie. Ils se caractérisent par un anti-sémitisme irrationnel et prosélyte. Ce groupe d'émigrés français de l'après-guerre se donne même pour mission d'influencer la politique du régime Duplessis et l'un de ses membres, Robert Rumilly, associe les idées de la revue française *Esprit* à celles qui entourent le général de Gaulle et la génération montante qui va faire la Révolution tranquille antiduplessiste au Québec avec Jean Marchand, Gérard Pelletier, Pierre Trudeau de *Cité Libre*, son homologue au Québec qui ressemble alors beaucoup à ces États américains et ces provinces canadiennes pourchassant les idées anticonformistes. Au Québec anglophone, on retrouvait avec la même virulence ces discriminations qui s'exercent par exemple avec le *numerus clausus* dirigé à l'Université McGill contre les Juifs parfois soupçonnés de porter des idées socialistes. Les structures fédérales, tant aux États-Unis qu'au Canada, tempèrent cette réaction apeurée et seront les lieux de recomposition d'un nouveau réformisme social avec Kennedy et Pearson.

Cette montée en puissance du conservatisme au Québec, de 1944 à 1960, est parfois illustrée par les aberrations intellectuelles les plus diverses. Les principales sont soulignées dans l'ouvrage collectif, *La grève de l'amiante*, publié en 1956. De l'autre côté de l'Atlantique, une partie du monde intellectuel français marqué par le nazisme pendant quatre ans (Heidegger remplace Bergson et Durkheim dans les universités dont les professeurs français d'ascendance juive sont expulsés) sombre ensuite avec enthousiasme ou «pour ne pas désespérer Billancourt» (Sartre) dans la célébration des politiques culturelles stalinienne et accepte les camps de concentration dits «progressistes» de Sibérie. Un peu partout, il faut prendre de la hauteur ou bien se retirer dans ses terres comme de Gaulle le fait à Colombey pour préserver une certaine intelligence de la situation.

### *Le Canada, entre la France et les États-Unis*

Le monde devient un champ de bataille total quand l'URSS envoie en 1957 un sputnik dans l'espace et affirme ainsi que l'Amérique du Nord ne serait pas épargnée par une nouvelle guerre mondiale. Cet événement charnière de l'histoire est cependant vécu à la marge pour la France et le Canada qui, de 1958 à 1962, réorganisent un univers intellectuel médiocre où les retournements deviennent la règle du comportement politique. De Gaulle, entre 1957 et 1963, pense que le Canada bascule dans l'univers américain et que la France perd un allié de poids dans le front des puissances moyennes qui résistent aux États-Unis.

En France, de Gaulle devient un recours après avoir été un sauveur. Auparavant considéré comme trop proche des communistes par une droite extrême qui n'avait pas accepté son gouvernement tripartite (P.C.F., S.F.I.O. et M.R.P.) ni la présence en son sein d'André Malraux, sa bête noire depuis les Brigades internationales antifranquistes, de Gaulle redevient fréquentable pendant la guerre froide. En effet, avec le RPF, de nombreux militants de la droite extrême s'étaient ralliés à sa croisade nationaliste contre les ambitions expansionnistes de Staline qui, de Gaulle aimait le rappeler, avait soutenu Hitler matériellement dans sa campagne contre la France en 1940 et entraîné ainsi la chute de Paris sous l'emblème de la croix gammée.

Le retour au pouvoir du général en 1958, à la suite des journées des barricades putschistes du 13 mai à Alger, est généralement perçu par les cercles de gauche et les libéraux du Canada comme un pas vers un régime très autoritaire. Pour aller voir son vieil ami Eisenhower et le rassurer quant à sa

volonté de respecter la démocratie parlementaire, de Gaulle part en Amérique en 1960 et au passage découvre avec effroi au Canada une succession de politiciens de second ou troisième ordre: John Diefenbaker à Ottawa, accompagné de ministres francophones potiches, le pâle Antonio Barrette à Québec, comme doublure duplessiste de remplacement, et termine la visite par l'in vraisemblable Sarto Fournier, maire douteux d'un Montréal corrompu. Ce périple lui donne une impression d'effondrement généralisé de la présence française au Canada. Dans une ambiance délétère où les milieux de la gauche libérale française lui sont devenus hostiles pendant le conflit algérien, où la bourgeoisie affirme son attachement au monde anglo-saxon, où le parti communiste organise l'opposition parlementaire en relation avec Moscou, où l'extrême droite est partie en guerre ouverte contre lui quand il se déclare partisan d'une Algérie indépendante et cherche ensuite à l'assassiner, il se fait du Québec, au cours du bref voyage de 1960, une opinion catastrophée que la visite subséquente d'André Malraux en 1963 ne dissipe que partiellement.

La capacité miraculeuse de résistance du général-président, au cours des années 1960, voit les milieux conservateurs du Québec se diviser et la fraction la plus réaliste va trouver en lui un recours pour obtenir des appuis politiques internationaux. Une gauche indépendantiste se forme en parallèle en reprenant le discours tiers-mondiste devenu à la mode. Les avions de ligne rendent les voyages à Paris plus aisés et les lobbies plus fonctionnels. Maître en intrigue politique, de Gaulle tente de rassembler toutes ces forces vers un projet destiné à renforcer la présence de la France en Amérique. Il est encore troublé par son voyage de 1960 et ne perçoit que de loin la volonté de Pearson, parallèle à la sienne, qui cherche à s'émanciper de la tutelle américaine au plus fort de la guerre du Viêt-Nam. Par ailleurs, il ne comprend pas bien ce que le terme «révolution tranquille» peut recouvrir. Les jeux politiques québécois qui se modernisent ne sont pas toujours suivis avec subtilité à Paris. Cette période est marquée par l'apparition d'une génération politique francophone ambitieuse et moderne. Elle est même en mesure pour toute la période suivante de remplir non seulement les postes politiques stratégiques du Québec mais aussi ceux du Canada. Il y a une surabondance de dirigeants qui s'éponge peu à peu dans le domaine entrepreneurial au cours des années 1980. C'est pourquoi le parti, autrefois replié sur lui-même, de Duplessis, l'Union Nationale dirigée par un de ses adjoints, Daniel Johnson, accepte le projet d'inviter de Gaulle en voyage officiel dans le cadre de l'Expo 67. Celle-ci est l'occasion pour le Québec de voir passer la plus importante cohorte de chefs d'États de toute son histoire et même de celle du monde. Pour le nouveau premier ministre du Québec, qui succède à

Jean Lesage, il s'agit aussi d'un retournement mis au service, en l'occurrence, d'un autre adepte de la grandeur en politique, le maire de Montréal, Jean Drapeau.

Les termes de ce qui va devenir l'option gaulliste sur le Québec se définissent dans cette ambiance où les ambitions croisent les flottements les plus divers. Une fois réfutées ses anciennes craintes d'effondrement de la présence française en Amérique du Nord, de Gaulle voit ses idées se clarifier dans l'autre sens. Selon lui, la France doit soutenir culturellement un Québec dynamique en lui insufflant un certain volontarisme politique, le sien, et le Québec, en retour, doit aider la France sur le plan technologique, tels sont les termes stratégiques de ses discours sur le Québec en particulier celui du balcon de l'hôtel de Ville de Montréal en juillet 1967, juste avant la célèbre phrase «Vive le Québec libre». Ces intentions sont cependant marquées du sceau de l'ancien Régime, c'est pourquoi le protocole va prendre une si grande place dans les relations entre Paris, Québec et Ottawa.

Cette intervention symbolique provoque néanmoins une mobilisation en règle de la part des milieux financiers anglo-saxons. Construire un capitalisme français moderne, à la fine pointe de la technologie, dégagé de la tutelle américaine ne peut que heurter les «gnomes de Zürich» et leurs homologues de la City et de Wall Street qui s'arrogent ensemble la direction du monde issu de Yalta. Alors que le Gaulle politique sait séduire les communistes, les jacobins et les royalistes, il fait fuir les rentiers pro-américains qui se réfugient dans un centrisme qu'il dénomme le «marais». En 1967, il effectue un autre retournement de la politique française vers le monde arabe du Moyen-Orient et se distancie de l'État d'Israël traditionnel client de l'armement français. Face à Washington, il énonce à Phnom-Penh les termes de ce qui sera plus tard le règlement de la guerre du Viêt-Nam et propose à la France de rejouer un rôle décisif en Asie qu'il voit devenir le pôle central du développement mondial. Son discours de Montréal doit être vu de la même manière comme une proposition de règlement de la question du Québec dans un réarrangement qui stabiliserait le Canada entre la France et les États-Unis.

*1967 vu de 1997*

Dans cette optique, de Gaulle va relancer en Amérique du Nord la bataille pour la reconnaissance du droit pour les puissances moyennes de se démarquer de Washington et de Moscou. C'est pourquoi il est impossible de le présenter comme un chevalier de la séparation du Québec. Son intention

était tout simplement de renforcer la dynamique française dans un Canada bicéphale qui serait ainsi mieux à même de lutter contre l'hégémonisme américain. De Gaulle explique cela tout à fait clairement à ses invités dans un discours prononcé à Québec, ville de juridiction protocolaire québécoise, en présence de Daniel Johnson le 23 juillet 1967. L'argumentation est la suivante: 1) Des peuples ont pris récemment leur place sur la scène mondiale, 2) La «fraction française du Canada» fait partie de ce mouvement général et 3) Celle-ci contribuera à faire du Canada un pays indépendant des États-Unis. De Gaulle reprend ici la même analyse qu'il déploie dans ses relations avec le Canada depuis les années 1940. Seule variante: les menaces américaines, qu'il ne pouvait alors évoquer publiquement du fait de leur puissance extrême, étaient devenues moins prégnantes ce qui permettait d'évoquer le voisin du Sud ouvertement comme un problème commun pour des puissances moyennes comme la France et le Canada. L'exercice de la souveraineté, qui n'implique aucunement une séparation politique, est, dans son esprit, une condition pour que le peuple français (francophone n'est pas véritablement un mot du vocabulaire gaullien) du Canada s'accomplisse et renforce une structure politique, la Confédération canadienne, qu'il ne considère pas du tout, l'ayant vu le secourir entre 1940 et 1945, comme fausse ou irréaliste. La liberté du Québec, dans ce contexte gaullien, doit être perçue comme le résultat de ce processus qui permet de créer un Canada bicéphale plus apte à repousser les visées hégémonistes de Washington.

Bien entendu, l'exclamation «Vive le Québec Libre», détachée de son contexte français et gaullien, s'identifie aux slogans des indépendantistes du RIN que la France voit un peu comme un aiguillon dans cette évolution. Est-ce à dire que de Gaulle reprend l'analyse séparatiste qui fait d'Ottawa la source de tous les maux? Certes pas. Mais il sait l'utiliser. Il ne partage pas la thèse coloniale de ce rassemblement. En effet, de Gaulle ne voit pas dans le Québec un pays arriéré. Montréal (contrairement à ce que pense Jean Lacouture) est pour lui une nouvelle ville cosmopolite que les intérêts de la France (les seuls qu'il a à l'esprit dans ses actions) doivent intégrer comme un relais de premier plan (6). Son action à Montréal se résume, sur le plan stratégique, à cela et celle du futur gouvernement de Pierre Trudeau, au-delà des frictions verbales, agira dans le même sens, celui qui sert depuis la Deuxième Guerre mondiale de ligne d'action commune à la France et au Canada face aux États-Unis.

Le produit dérivé de cette action signifie au monde (tous les médias internationaux suivent ses voyages) qu'on parle français en Amérique. La France est ainsi en relation directe avec ce que le monde entier considère comme la

source de la puissance scientifique et technique. Le gouvernement canadien de Pearson était parfaitement au fait de cette stratégie et on doit supposer que les trois colombes envolées à Ottawa ont cru bien faire, comme de bons latins néophytes de la diplomatie mondiale, en cherchant par la rhétorique à préserver leurs légitimes ambitions personnelles d'attaques inévitables provenant des milieux les plus arriérés des cercles orangistes canadiens. En n'allant pas à Ottawa, de Gaulle rendait en fait un fier service au gouvernement Pearson qui n'avait plus à commenter le fond de l'argument gaullien, la lutte commune contre l'hégémonie américaine.

La classe intellectuelle française, étant ce qu'elle est depuis que la France a subi les pires catastrophes politiques et militaires en un siècle (deux défaites en 1870 et 1940, une victoire à la Pyrrhus en 1918, au moins trois guerres coloniales sales et perdues, une guerre civile en 1871 et une autre entre 1942 et 1945), n'a tout simplement pas saisi ce qui apparaissait pourtant évident au citoyen canadien ordinaire: de Gaulle, sauveur par la diplomatie d'une France écrasée par son incurie et la puissance technologique allemande, était venu tout d'abord se reconforter au Québec en se disant qu'un peuple d'origine française avait proportionnellement réussi dix fois mieux à s'imposer dans le monde sans aide extérieure par rapport au pays de rentiers qu'il défendait (parfois à contrecœur) et, ensuite, tenter de donner un cours de diplomatie internationale active à ses intellectuels qui le désespéraient tant. De Gaulle en est certes revenu ragaillardi mais la masse des intellectuels français de gauche entichés d'une nouvelle mode exotique maoïste avaient tout compris de travers. Parfaitement ignorants des réalités canadiennes, ils le voyaient en colonialiste sénile sur les rives du Saint-Laurent...

Quand à la droite française, elle a dénoncé un éducateur original et créatif en démontrant ainsi qu'elle avait toujours confondu les cocktails d'ambassade avec la politique mondiale... La crainte des rentiers de province face aux éventuelles réactions courroucées des entrepreneurs de grand style que sont les Nord-Américains a submergé les publications conservatrices. Pour de Gaulle, qui va vivre encore d'autres intenses émotions avant de mourir isolé en 1970, il y avait de quoi désespérer de son propre pays.

*Le dernier espoir de la France éternelle*

De Gaulle, qui percevait parfois le Canada comme un lieu de refuge personnel (mythe tenace en France de la «cabane au Canada») en cas d'échec politique (après la déroute devant Dakar en juillet 1940 ou encore à la fin de

son gouvernement en 1946), le voit (en 1967) à travers le Québec comme une solution nord-américaine pour la modernisation française (alors que l'opinion courante à Paris glose sur Maria Chapdelaine, l'accent du terroir et la théocratie catholique). C'est pourquoi les modalités parlementaires britanniques du Québec (qu'il admire tant) lui semblent apporter des solutions impraticables dans une France régaliennne. La rhétorique de l'abandon et de l'injustice (celle de Louis XV) à réparer lui semble d'application utile au Québec. Elle doit toutefois être nuancée vue du Québec. Le royaume de France s'est certes battu contre Londres pour garder la Nouvelle-France. Bougainville, aux côtés de Montcalm sur les plaines d'Abraham, est peut-être le grand visionnaire oublié de cette période. Mais la diplomatie française consistait surtout à détacher les colonies américaines de leur métropole britannique. C'est pourquoi, outre les intérêts particuliers (ceux de Choiseul dans les Antilles), le gouvernement de Versailles a sacrifié sa seule colonie de peuplement à ce qu'il pensait être les intérêts supérieurs de l'État français.

Dès 1776, La Fayette engage ainsi une action secrète en faveur des insurgés américains. En 1781, la flotte et l'armée du roi de France remportent la victoire avec Washington sur les Britanniques. Cette victoire aurait permis le retour de la Louisiane et de la Nouvelle-France dans le giron français. Versailles a préféré conforter ses intérêts aux États-Unis. De Gaulle, fin connaisseur des arcanes historiques, ne pouvait l'ignorer. La Louisiane récupérée par Napoléon à l'Espagne le temps de la revendre en 1803 à Jefferson ne pouvait en effet démontrer le contraire. Le mythe romantique de l'attraction réciproque de la France et de la Nouvelle-France, du point de vue des États, n'a donc pas de sens. L'acquisition de la souveraineté par le Québec au nom des valeurs françaises paraît ainsi être une curieuse maturité qui découlerait du retour dans la matrice originelle. Au contraire, l'américanité, de la Terre de Baffin à la Terre de Feu, est emplie de la volonté contraire de rupture avec l'Europe. De Gaulle, qui venait de favoriser l'acquisition de l'indépendance par l'Algérie, était tiraillé entre cette constatation évidente et son désir d'identifier la nation de langue française du Canada à un État souverain.

Alors que pour le peuple français, le Canada a toujours représenté la spécificité d'un espoir nord-américain qu'il partageait avec tous les Européens, une majorité du milieu intellectuel parisien, après avoir abandonné le paradis chrétien, s'est lancée vers ce que Raymond Aron, à leur marge, appelait les opiums de la raison, les excitations exotiques qui repoussaient le Québec au rang de province arriérée (pour Régis Debray, par exemple, qui voyait cependant la révolution mondiale commencer sur les hauts plateaux de Bolivie). Raymond Aron avait bien vu ce que de Gaulle ressentait en

1967. Il a probablement été le seul intellectuel et sociologue français à comprendre et annoncer ce moment (*Le Figaro* du 24 avril 1964). Ainsi, l'analyse de l'origine de la revendication souverainiste est attribuée fort justement par lui à l'urbanisation généralisée qui interdisait de perpétuer la séparation sociologique entre le monde rural francophone clérical et le monde urbain anglophone industriel. Il s'agit donc d'une revendication moderne qui fait, a contrario, de ses adversaires les défenseurs d'une vision instable, ancienne et impériale du Canada.

C'est le blocage du système constitutionnel dévolu à Ottawa par Londres, sans changement structurel, qui est à la source de cette situation que l'échec de l'accord du Lac Meech a récemment illustré dans toute son ampleur. L'hypothèse victorieuse du prochain référendum souverainiste semble aujourd'hui la plus probable et sert de toile de fond aux débats actuels. Elle entraîne le gouvernement canadien de Jean Chrétien à reprendre à son compte de manière plus affirmée la tradition libérale de front commun des puissances moyennes contre les États-Unis à l'occasion du boycott étendu de Cuba et de la défense des clauses d'exception culturelle dénoncées par l'Organisation du Commerce Mondial (OMC). C'est le grand atout qui renforce la fédération canadienne aujourd'hui. En effet, si la France post-gaullienne qui dispose de toutes les apparences de la souveraineté ne peut endiguer le flux des productions de l'industrie du divertissement des États-Unis, on peut sérieusement se demander ce qu'il adviendrait d'un Québec contraint de signer des traités léonins avec un voisin du Sud qui n'a que des intérêts à défendre et aucune sympathie à manifester. Dans le rêve souverainiste, la menace américaine n'existe pas. Bien au contraire, pour de nombreux souverainistes, contrairement à ce qu'exprimait de Gaulle, la dissolution dans une république américaine ouvrirait de manière heureuse les portes de la Floride, de la Californie et surtout de la Nouvelle-Angleterre toute proche qui avait été en osmose historique avec la Nouvelle-France avant de lui ravir le contrôle du continent. Là réside l'ambiguïté du mouvement souverainiste qui cherche des appuis rhétoriques en France pour mieux s'intégrer à une américanité centrée sur Washington dont le rayonnement mondial menace la francité elle-même. Ce sont des entreprises américaines (Amdahl ou Microsoft, par exemple, pour DMR et Softimage) qui voient avec grand intérêt le rachat d'entreprises québécoises dynamiques. Rien ne dit qu'un jour les États-Unis, poursuivant cette logique, ne réapprécieront pas les Québécois comme un atout dans leur bataille diplomatique internationale contre la France.



Par ailleurs, on peut se demander si l'objectif de compréhension mutuelle, sur le plan politique, que de Gaulle voulait développer en venant au Canada en 1967 a été réalisé. Il ne semble pas. Si les deux populations se connaissent mieux par les voyages, le tourisme, l'immigration réciproque et le travail en commun, les dirigeants politiques sont restés assez fermés à la compréhension du système de l'autre. Si globalement, les spécialistes de la politique française sont plus nombreux au Canada que leurs homologues français de la politique canadienne, les dirigeants des deux pays ne comprennent guère les arcanes de la vie politique de l'autre. Les programmes universitaires d'études où la vie politique canadienne est mentionnée en France se comptent sur les doigts d'une seule main, les cours sur la vie politique française au Canada sont peu nombreux et les instituts de recherche inexistantes.

### *Modèle canadien et fédéralisme européen*

Le futur modèle fédéral canadien renouvelé ou associatif, devient intéressant pour les Français en fonction de la prochaine arrivée de la monnaie unique européenne, l'euro. Ce sera la première réalité européenne tangible pour les citoyens français. En effet, les alliances nationales internes vont déterminer la direction future de l'Europe. L'axe franco-allemand initial instauré par de Gaulle n'est plus dominé par Paris. Le sentiment diffus de cette évolution a engendré une très faible majorité en 1989 au référendum sur le traité de Maastricht semblable à celle qui a fait triompher le NON à la souveraineté du Québec en 1995. Dans ce contexte, les citoyens du Québec innovent dans le domaine politique en proposant un modèle de gouvernement qui pourrait être un exemple pour tous les pays industriels démocratiques en convergence politique. Ignacio Ramonet, dans *Le Monde Diplomatique*, avait bien saisi cette originalité sans toutefois entraîner de grand enthousiasme dans un monde intellectuel parisien ravagé par le scepticisme, la technophobie et les nostalgies exotiques alors qu'aux portes de la cité les accents des tribus identitaires cherchent des origines ethniques à une population qui avait plutôt pour tradition de se donner une communauté de destin en débattant perpétuellement les idées qui la façonnent.

Au moment où dans les deux plus grands pays de la francophonie virtuelle (Algérie et Zaïre) des mouvements sociaux dirigés contre des autocraties prennent pour cible au passage la présence française, le réconfort que le Québec engendrait chez de Gaulle, tout aussi lucide que visionnaire, est perceptible chez certains intellectuels français qui voient le nombre de leurs «bonnes causes» se réduire tragiquement. Après deux siècles d'ignorance de 1763 à 1963, la France officielle s'inquiète également du sort du Québec

avec l'emballement naturel des découvertes tardives. Maîtres du jeu, les États-Unis, qui eux aussi doivent relire leur histoire pour se faire une opinion face aux souverainistes québécois, se demandent s'il n'est pas enfin possible de normaliser un continent afin de poursuivre dans les termes de l'économie de marché les intentions qui les avaient conduits à envahir le Québec contre Londres en 1776 au début de leur guerre d'Indépendance et encore en 1812 dans le cadre de leur alliance malheureuse avec Napoléon. Derrière cette rivalité de façade avec Paris, Washington voit que le cœur de l'Europe se déplace vers l'Est à Berlin au sein d'un personnel politique qui, après un demi-siècle de silence sur la scène mondiale, veut revenir aux anciennes pratiques de la géopolitique germanique. Quand on sait que les troupes prussiennes avaient permis autrefois de distraire l'armée française en Europe pour faciliter la conquête de la Nouvelle-France par l'armée britannique et que le mot «français» lui-même est d'origine germanique (tribu Frank), on comprend mieux pourquoi de Gaulle possédait parfaitement la langue de Goethe. L'éloignement culturel instruit toujours la compréhension du présent. C'est probablement encore à Berlin que se décidera le futur comportement politique de l'Union européenne, et en particulier de la France, dans l'éventualité d'un référendum positif pour les souverainistes, et plus exactement des rapports futurs de Berlin et de Washington. C'est l'Allemagne unifiée qui a, la première, reconnu la Slovénie et la Croatie. Elle a ainsi officialisé la désintégration de la fédération yougoslave. Ottawa a, pour sa part, rapidement reconnu avec l'Allemagne fédérale la sécession de l'Ukraine qui a sonné le glas de l'URSS. Tout cela s'est fait sans personnalité exceptionnelle en suivant les événements sans les précéder car il est nettement plus facile de diviser que de réunir comme l'a fait le chancelier Kohl pour les deux Allemagnes en 1991. Vis-à-vis du Québec, la vieille Prusse a un modèle à proposer, celui de la Bavière catholique, rurale et artistique qui a un système politique distinct au sein de la République fédérale. Gageons que le modèle bavarois fera bientôt parler de lui...

En cette fin de millénaire, la France n'est plus dirigée par un homme de ce vieux et grand théâtre politique que des circonstances exceptionnelles font surgir sur le devant de la scène. En Europe, ce rôle est dévolu au chancelier allemand Helmut Kohl. Aujourd'hui, la démocratie parlementaire publique et les circuits financiers occultes décident contradictoirement de l'avenir des sociétés humaines en cours de mondialisation. Les «gnomes» de Zürich, de Wall Street et de la City sont maintenant de jeunes cadres aux dents longues et aux langues multiples qui mènent des guerres virtuelles avec des ordinateurs multimédias. C'est dans ce cyberspace de flux électroniques et de pensées virtuelles que se dissolvent et se recomposent les projets et les commu-

nautés. Le sens politique ne découle plus de l'Histoire écrite et les États ne sont plus souverains sur leur territoire. Comme Mackie le Surineur le disait au public à la fin de l'Opéra de Quat'sous: «Nous autres, les artisans de la fauche, il faut se retirer, les banques font en grande série ce que nous ne savions faire qu'en petit mais avec art». De Gaulle sera probablement le dernier homme du théâtre politique de l'Ancien Régime, celui qui a compris la télévision tout en centralisant sur sa personne le pouvoir de l'image. Le coup médiatique du Québec en 1967 a été un échec par défaut de culture politique du principal public concerné, le milieu intellectuel français, qui a alors démontré que trop d'intelligence abstraite peut nuire aux meilleures causes.

Les grands médias internationaux ont brisé l'histoire en miettes qui réapparaissent telles des paillettes dans des coups de projecteurs lors de spectacles populaires. Dans ce monde où le sens devient éphémère, rien ne dit que demain la souveraineté du Québec, après avoir porté en effigie le dollar canadien en 1994 sous le slogan «C'est possible!», ne se fera pas demain avec des affirmations telles que «Parler anglais et faire des affaires, c'est aussi notre droit souverain». À qui pourrait critiquer ces dérives, il sera alors répondu par la devise française de la Cour d'Angleterre: «Honni soit qui mal y pense». La fin des grands États-Nations ne donnerait donc pas naissance à une juxtaposition de petits États-Nations mais à la domination du monde par de grandes corporations organisées sur des bases tribales avec les gadgets électroniques dernier cri. Il ne s'agira plus de passer à l'écran comme de Gaulle savait si bien le faire pour le public de son temps qui aimait encore écouter des discours évocateurs mais de faire passer des idées par la manipulation technologique des perceptions. Le moment est au traitement des images avec les techniques publicitaires d'influence des foules que les machines informatiques ont démultipliées. En la matière, Montréal occupe une place de choix. Dans le domaine de l'image publique, les élites actuelles du Québec sont suffisamment nombreuses et qualifiées pour continuer à occuper la plupart des postes importants de la fédération canadienne et commencent aussi à se faire une réputation enviable dans le monde de l'entreprise. De facto, le Québec moderne est libre de choisir les termes de son avenir. Celui-ci sera le résultat d'une bataille d'images et non de discours. En ce sens, de Gaulle, en 1967, a témoigné de cette nouvelle réalité avec des modalités anciennes.

De Gaulle inspirait un monde français où le discours régnait en maître de l'ordre social. Sa grandeur en découlait précisément. Il tenait certes l'Afrique par le truchement de dictatures abominables issues du travail souterrain de Jacques Foccart mais son image n'en sortait pas meurtrie pour autant. Le

monde de cette fin de siècle a changé, les icônes qui inspirent une émotion éphémère remplacent les discours plus durables. Il faut séduire par le «look». Dans l'ancien monde, une lente progression signalait la réussite d'un projet social issu du mariage d'un discours et d'un peuple. Dans le nouveau monde virtuel, tout devient possible sans cette progression car l'émotion du moment gouverne. Il faut attraper au vol l'attention publique. L'acteur de théâtre masque le dirigeant et lui donne sa contenance. Comme l'avait illustré Karel Tchépak dans son roman *Le Météore*, la venue d'un personnage étranger dans une ville, comme de Gaulle à Montréal, peut être interprétée de mille manières toutes aussi justifiées les unes que les autres. Plus le nombre des médias s'accroîtra, plus les interprétations contraires se développeront. De Gaulle, apôtre de l'indépendantisme ou, au contraire, prophète d'un fédéralisme renouvelé ou bien encore des deux alternativement, voilà quelques-unes des lectures possibles d'un moment qui a surtout été littéraire et donc issu de l'effet instructif de l'éloignement. Grand homme de théâtre, de Gaulle savait que sous les masques il n'y avait que du vide sans l'évocation d'un mythe mobilisé par le discours. Le masque de l'acteur personnifie alors celui qui cherche à se dépasser sur la scène publique afin que momentanément cesse l'incertitude. En aval, les interprètes en font toute une histoire que le moment créateur, à jamais perdu dans les circonvolutions de la mémoire, illumine comme un projecteur dans un kaléidoscope. L'imagination historique sera sollicitée dans quelques années pour faire du voyage de 1967 un acte fondateur ou le premier instant d'un espoir déçu.

Note: Charles Halary est professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), [halary.charles@uqam.ca](mailto:halary.charles@uqam.ca). La plupart des informations de cet article proviennent de deux recherches dont il est l'auteur et qui sont publiées dans la revue de l'Institut Charles de Gaulle, *Espoir*: «De Gaulle et les Français de Montréal pendant la Deuxième Guerre mondiale», septembre 1991, p.79-90 et «L'image du président de Gaulle chez les Français de Montréal», septembre 1992, p 51-60.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ronald Creagh est probablement le seul à avoir fait du problème le prétexte à un livre intitulé : *Nos cousins d'Amérique*, Payot, Paris, 1988.
2. Ceci se traduit par la division entre un ministère des Affaires étrangères et un ministère de la Coopération. Ce dernier s'occupe essentiellement des anciennes colonies d'Afrique.
3. En 1964, contre l'avis de Washington, ce que Trudeau a imité en 1968.

4. De Gaulle retournait à son avantage un argument que Washington utilisait contre la France depuis 1940 dans ses anciennes colonies et particulièrement en Algérie.

5. Il est toujours étrange de voir aux États-Unis des procès historiques (autour des travaux de Robert Paxton) faits à la France, identifiée à Vichy, pour sa collaboration avec Hitler. En effet, les États-Unis sont bien mal placés pour donner des leçons. Dès 1933, ils ont vu avec sympathie l'arrivée de Hitler au pouvoir à Berlin par l'intermédiaire de leur ambassadeur Joseph Kennedy, le père de John. Ils ont refusé de renouveler leur alliance opportuniste de 1917, ont encouragé Hitler dans ses volontés agressives et ont ensuite laissé la France se battre seule sur son territoire contre les armées nazies en 1939 et en 1940 alors qu'elle se portait garante de l'intégrité de la Pologne. Washington a maintenu des liens normaux avec Berlin jusqu'en décembre 1941. Or Pétain, s'il a collaboré avec Hitler après une sévère défaite militaire en juin 1940, avait auparavant lutté contre lui comme la majorité des Français (nazis et communistes exclus parce que alors alliés dans le pacte germano-soviétique) dans une guerre qui a fait plus de morts françaises que toutes les pertes américaines sur tous les terrains d'opération de Pearl Harbor à la défaite japonaise. De plus, Roosevelt et Truman voulaient traiter la France en 1944 comme un pays ennemi en lui imposant une administration militaire qui se serait substituée à celle de l'occupant nazi. Ce sont les Britanniques, par solidarité européenne, et les Canadiens, par calcul géopolitique et affinités culturelles françaises, qui ont soutenu de Gaulle dans son combat contre Washington pour imposer son gouvernement comme le premier de la IV<sup>e</sup> République.

6. Montréal, de 1967 à 1997, a été radicalement transformée. Elle est maintenant l'une des villes les plus universitaires dans le monde. Autrefois anglophone, elle est devenue francophone dans un univers culturel diversifié. De ville commerciale au siècle dernier, industrielle en ce siècle, elle est aujourd'hui à la fine pointe des technologies de l'information. Depuis dix ans, elle a connu une véritable explosion artistique qui en fait probablement l'une des métropoles les plus dynamiques de toute l'Amérique du Nord. Parallèlement, les activités industrielles traditionnelles périclitent et le monde anglophone se retire lentement en dehors du Québec.